

SHORT NEWS

La crise au service du développement durable

Trois mois après avoir publié son avis sur la durabilité des finances publiques, voici que le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) prend position par rapport à la crise financière et économique. Il est vrai que l'avis précédent avait un caractère « anticyclique », puisqu'en pleine discussion autour des plans de relance, il appelait notamment à une maîtrise des dépenses (woxx 978). Le deux-pages actuel ne conteste pas le bien-fondé des investissements massifs, mais demande à la politique de « reprendre pleinement ses droits ». Le CSDD évoque le « système qui a pratiquement implosé » et réclame « la vérité et l'authenticité de l'économie réelle » à la place de « l'artifice des bulles ». Mais toujours à l'affût des « win-win », il affirme que les crises alimentaires et climatiques « peuvent être intelligemment liées à la solution de la crise financière ». Les idées libérales, très présentes dans la publication précédente, ne sont pas absentes de celle-ci : une des causes de la crise serait « l'endettement des Etats et des ménages par des crédits trop faciles », et il faudrait notamment « réduire la surconsommation par l'apurement de la dette ». Consommer moins !? Bien sûr, il faut réduire la consommation en ressources matérielles de l'humanité dans son ensemble. En même temps, il existe, notamment dans le Sud, d'immenses besoins non satisfaits - situation particulièrement scandaleuse à un moment où l'on jette des milliards dans la gueule des loups en espérant ainsi sauver la bergerie. Timidement, le CSDD parle de redistribution et même de non seulement « assainir le système existant, mais de le transformer ». Mais insiste surtout sur « la construction d'un sens partagé pour notre monde unifié, par une éthique globale et un éco-développement ». Or une redistribution sérieuse n'est pas seulement affaire de morale individuelle ou de prise de conscience. Un tel projet se heurtera à ceux qui « en auront moins », en termes pécuniaires en tout cas. Comment espérer vaincre ces résistances, qui se manifesteront au sein de chaque société, mais aussi entre le Nord et le Sud ? Le CSDD semble s'interdire de penser de tels scénarios conflictuels. Décidément, s'il ne manque pas d'idéaux, il reste hélas prisonnier de ses compromis internes, à l'image de la classe politique luxembourgeoise.

woxx@home

Deontologie

JournalistInnen, die ihren Beruf ernst nehmen, kommen nicht selten ins Grübeln. Es vergeht keine Woche ohne eine Einladung zu einem Pressegespräch, das womöglich mit einem üppig zubereiteten Mahl verbunden ist. Oder es gilt, der Präsentation irgendeines Produktes in Südfrankreich beizuwohnen, Flugticket und Unterbringung im Luxushotel inbegriffen. Eine Blick in den Deontologiekodex hilft da nicht unbedingt weiter: Die Berichterstattung darf sich nicht von materiellen Gegenleistungen beeinflussen lassen. Würde der Autotest ähnlich gut ausfallen, wenn der Berichtersteller zuvor in der Jugendherberge, statt in einer 4-Sterne-Suite genächtigt hätte? Das Gegenargument: Da alle KollegInnen in gleichem Maße von den Vergünstigungen profitieren, ist niemand im Vorteil. Wenn die Presse sich als Ganzes kaufen lässt, ist demnach alles in Ordnung? Und: Wer höflich absagt, verbaut sich unter Umständen den Zugang zu wichtigen Informationen. Also doch lieber mitmachen? „Führt uns nicht in die Versuchung“, wären wir gewillt zu sagen, doch gerade in Krisenzeiten scheint ein „freundlicher“ Umgang mit den Medien oberstes Gebot. Also grübeln wir fleißig weiter.

AKTUELL

DROGUES

Don't spice up your life !

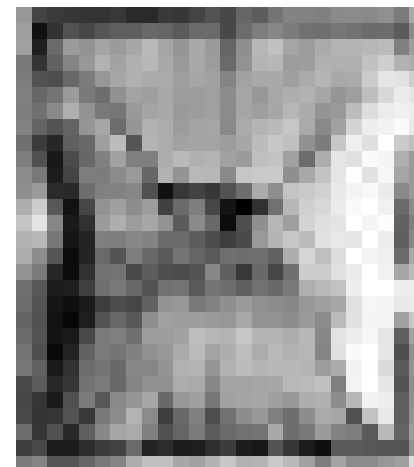
Luc Caregari

Après les réactions de nos voisins européens, le couperet devrait tomber au Luxembourg aussi : le Spice, cet ersatz de cannabis en vogue sera interdit.

Encore un nom à ajouter à la démonologie officielle des substances illicites et dont la seule mention fera sursauter des milliers de parents d'ados à bout de nerfs : le Spice. Pour faire court, le Spice est un mélange d'herbes exotiques fabriqué en Angleterre par une entreprise qui s'appelle « The Psyche Deli », située près de Londres. Nomen est omen dans ce cas, car des chercheurs allemands et autrichiens ont pu isoler des substances synthétiques dans la composition de ce produit qui se vend pourtant sous l'étiquette bio. Cette découverte est la faille qui servira à faire interdire le Spice, qui avec ses prix allant jusqu'à 10 euros le gramme excédait même ceux de la marijuana sur le marché noir.

Mais le vrai problème est ailleurs : « Les cannabinoïdes trouvés dans le Spice sont des molécules qui accostent sur les mêmes récepteurs que les molécules de THC, contenus dans le cannabis conventionnel », explique Alain Origer, président du groupement interministériel « Toxicomanies » (Git). « Mais leur ressemblance s'arrête-là. Les molécules contenues dans le Spice sont synthétiques et peuvent avoir des effets qui dépassent de loin ceux du cannabis, une des molécules ayant même une capacité à 800 fois supérieure ».

En vente légale encore aujourd'hui, le Spice ne devra pas tarder à apparaître sur la liste noire des produits illicites. Le problème reste pourtant : comment interdire les cannabinoïdes ? Dans le cas du Spice - qui est sur le marché depuis quatre ans - le problème a été de déterminer que ces herbes, qui étaient vendues comme de l'encens, étaient détournées de leur premier usage pour être fumées comme une drogue douce : roulé dans un joint, ou inhalé par une pipe à eau, plus connue sous le nom de « bong ». Pour la plupart des usagers, Spice n'était qu'une alternative au cannabis et il n'était consommé qu'en cas de rupture de stock sur le marché noir. Bien sûr, que ce produit a fait le tour des cours de récréation, sa semi-lé-



galité et le kick promis ayant un fort attrait pour les jeunes en manque de sensations fortes.

Mais le Spice interdit, la prochaine drogue ne se fera pas attendre. Selon le quotidien allemand « die tageszeitung » un produit baptisé « Space » (sic) prendra bientôt la relève. Et la lutte entre revendeurs et politique reprendra. Une alternative à ce cercle vicieux (et coûteux à la fin du compte) serait la légalisation du cannabis. Car si la drogue initiale deviendrait légale, plus besoin de se procurer des substitutions semi-légales, non ? Pour Alain Origer, en tout cas, la question n'est pas la même : « Nous ne savons rien des molécules contenues dans le Spice, nous ne connaissons même pas la quantité de cannabinoïdes contenus dans un sachet. C'est avant tout un vrai problème de santé publique, qui n'a rien directement à voir avec les débats sur la légalisation ou non du cannabis. Car, dans le cas du THC nous savons comment il agit et quels sont ses nuisances ».

En fin de compte, on peut constater qu'encore une fois la répression coupe court à tout dialogue sur la question. Même si dans ce cas, interdire est sûrement la meilleure initiative, car les risques encourus sont trop grands. Une chose reste claire pourtant, le Spice ne sera pas le dernier d'une longue liste de produits à interdire : une autre drogue naturelle, le Salvia Divinorum, est en train de devenir très populaire dans les milieux pour ses vertus hallucinogènes et sa légalité. Gageons que ce ne sera plus longtemps le cas.